



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement Economique,  
Enseignement supérieur et  
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

## **Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Association Plateforme de la création d'activité - Fabrique à entreprendre Mosson - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à soutenir et développer l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la ville dans le cadre du PODEM - Contrat de ville de Montpellier.

Consciente que l'accompagnement en phase de création constitue un facteur-clé de réussite, en particulier pour des publics fragiles, Montpellier Méditerranée Métropole a noué dès 2016 un partenariat étroit avec l'Agence France Entrepreneur, dont les actions ont été intégrées depuis le 1er janvier 2019 à Bpifrance, afin de mettre en œuvre des appels à projets annuels, conjoints dédiés à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier. Ces appels à projets impliquent la mobilisation de financements d'autres partenaires du Contrat de Ville, à savoir l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et la Caisse des dépôts.

Grâce à cette mobilisation, une offre de services spécifiques, complémentaire de celle de droit commun, adaptée à toutes les étapes du parcours de création-développement d'entreprise et dédiée aux habitants des quartiers prioritaires a été développée.

Ainsi, plus d'une dizaine d'actions sont aujourd'hui déployées en faveur de l'entrepreneuriat et le développement de l'activité économique dans les quartiers prioritaires de Montpellier sur les volets émergence, création et développement d'activités. Ces actions couvrent l'intégralité des étapes du parcours vers l'entrepreneuriat : accompagnement en amont et après la création, accès aux financements, qualification, test d'activité, etc.

Dans le même temps et afin d'améliorer la visibilité, la lisibilité et l'accessibilité de l'offre d'accompagnement et des outils d'aide à la création et développement d'entreprises disponible localement, une « *Fabrique à Entreprendre* » a été déployée de manière expérimentale sur la période 2018-2020 sur le quartier de la Mosson.

L'ambition de la « *Fabrique à Entreprendre Mosson* » est d'augmenter le nombre de porteurs de projets accompagnés, d'entreprises créées et de favoriser leur pérennité. Il s'agit d'un dispositif national créé par la Caisse des Dépôts et repris par bpifrance qui vise à mobiliser et rassembler les acteurs locaux de l'écosystème de l'entrepreneuriat afin de proposer un parcours d'aide à la création d'entreprises au plus près des habitants.

Cette plateforme entrepreneuriale, première du genre en Occitanie, s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets, lancé le 1er février 2017 par l'Agence France Entrepreneur (AFE), visant à développer, animer et coordonner une offre d'accompagnement à la création/reprise dans dix territoires fragiles dont le quartier de la Mosson à Montpellier.

La Fabrique à entreprendre Mosson est portée par un consortium constitué de l'Adie, l'Airdie, la BGE Sud-Ouest, la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault, la Chambre de métiers de l'Hérault, Initiative Montpellier Pic Saint Loup, Axents et la Plate-Forme de la Création d'Activités (PFCA).

La PFCA, association créée en 2001 pour fédérer et soutenir les acteurs œuvrant en matière de création et de reprise d'entreprises à travers l'animation d'un réseau, succède à Axents à la tête du consortium en occupant la fonction de chef de file et coordonnateur de l'action.

Le budget prévisionnel du projet de « *Fabrique à Entreprendre Mosson* » s'élève à 568 022 € sur trois ans (2018-2020).

L'AFE dont les activités et engagements ont été repris par bpifrance, s'est engagé à cofinancer le projet à hauteur de 253 000 € sur 3 ans, en contrepartie de cofinancements d'un montant au moins égal par des partenaires locaux et par l'autofinancement des acteurs du consortium.

Pour l'exercice 2019, le budget prévisionnel s'élève à 196 045 € et se répartit entre les partenaires financiers de la manière suivante :

- Bpifrance : 98 022,50 €,
- Etat (DDCS) : 20 000 €,
- Région Occitanie : 20 000 €,
- **Montpellier Méditerranée Métropole : 20 000 €,**
- Autofinancement : 38 022,50 €.

Cette subvention est attribuée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et la PFCA, ainsi que d'un accord de consortium des parties prenantes au projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 euros à l'association PFCA, pour cofinancer la Fabrique à Entreprendre Mosson, sous réserve de la signature de la convention d'attribution et d'accord de consortium,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la PFCA,
- dire que ces crédits sont inscrits au budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Gérard LANNELONGUE.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92577-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention PFCA Fabrique à Entreprendre 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.